

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/11

14 novembre 1995

(95-3557)

---

## Conseil du commerce des services

### PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NOTIFICATION<sup>1</sup>

#### Note du Secrétariat

1. L'Accord général sur le commerce des services contient un nombre limité de prescriptions en matière de notification, qui visent à assurer la transparence nécessaire. Dans la plupart des cas, il s'agit de notifications ponctuelles, qui ne doivent être présentées que quand certaines conditions bien définies sont réunies. D'autres notifications doivent être communiquées pour des dates précises. Etant donné que la première de ces dates est le 31 décembre 1995 pour les Membres fondateurs de l'Organisation mondiale du commerce et que très peu de notifications ont été reçues jusqu'ici, cette note a pour objet de rappeler aux délégations leurs obligations à cet égard.
2. Conformément à l'article III:3, chaque Membre doit "*[informer] le Conseil du commerce des services dans les moindres délais, et au moins chaque année, de l'adoption de toutes les nouvelles lois, réglementations ou directives administratives, ou de toutes les modifications des lois, réglementations ou directives administratives existantes, qui affectent notablement le commerce des services visés par les engagements spécifiques qu'il a souscrits au titre du présent accord*". Les Membres fondateurs ont donc jusqu'au 31 décembre 1995 pour notifier toute modification importante des règles régissant les secteurs inclus dans leur liste d'engagements spécifiques, qui aurait été adoptée depuis l'approbation de cette liste. Aucune notification n'a été reçue jusqu'ici au titre de cette disposition.
3. L'article VII:4 demande à chaque Membre "*[d'informer] le Conseil du commerce des services, dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle l'Accord sur l'OMC prendra effet pour lui, de ses mesures de reconnaissance existantes et [d'indiquer] si ces mesures sont fondées sur des accords ou arrangements du type visé au paragraphe 1 [de l'article VII]*". Pour les Membres fondateurs, ce délai vient à expiration le 31 décembre 1995. Jusqu'ici, aucune notification n'a été reçue au titre de ces dispositions.

---

<sup>1</sup>Pour une description détaillée de toutes les prescriptions en matière de notification, voir *Lignes directrices pour les notifications au titre de l'Accord général sur le commerce des services* (document S/L/5).